



ឯកសារដើម	
ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL	
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de réception):	
..... 14 / 01 / 2014	
ម៉ោង (Time/Heure):	
..... 11:30	
មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé du dossier:	
..... Sann Rada	

Doc. n° E284/6

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Kingdom of Cambodia
 Nation Religion King

Royaume du Cambodge
 Nation Religion Roi

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE

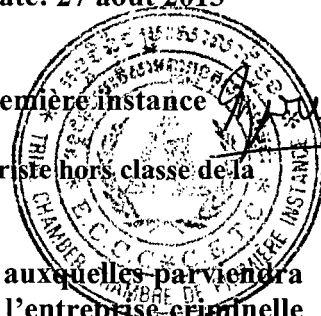
Date: 27 août 2013

À : Toutes les parties au dossier n° 002

DE : M. le Juge NIL Nonn, Président de la Chambre de première instance

COPIE : Tous les juges de la Chambre de première instance; le juriste hors classe de la Chambre de première instance

OBJET : Demande de clarification concernant les conclusions auxquelles parviendra la Chambre de première instance sur la question de l'entreprise criminelle commune alléguée à l'issue du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (Doc. n° E284/5)



1. Les co-procureurs demandent à la Chambre de première instance de confirmer sur lesquelles des cinq politiques relevant de l'entreprise criminelle commune alléguée elle entend aboutir à des conclusions définitives de fait ou de droit dans le jugement qui sera rendu à l'issue du premier procès dans le cadre du dossier n° 002. Ils engagent la Chambre à indiquer quelles seront ses propres conclusions concernant la politique relative à la mise en place et au fonctionnement des coopératives et des sites de travail, mais pas concernant les politiques ayant consisté à prendre pour cibles certains groupes particuliers et à réglementer le mariage (Doc. n° E284/5). Aucune écriture en réponse n'a été déposée.

2. La Chambre rappelle qu'elle a rendu le 26 avril 2013 sa deuxième décision de disjonction, où elle précisait que le choix d'inclure dans le premier procès du dossier n° 002 les déplacements de population (phases 1 et 2) ainsi que les exécutions commises à Tuol Po Chrey permettait « d'examiner deux des cinq thèmes centraux de la Décision de renvoi, à savoir l'évacuation forcée de la population et l'élimination des personnes perçues comme les ennemis du régime » (Doc. n° E284, par. 118). Elle a en outre annoncé aux parties en début de procès qu'il serait possible de présenter en termes généraux l'ensemble de ces cinq politiques pour apprécier la manière dont celles-ci ont été progressivement établies (Doc. n° E141, p. 3). Elle juge donc qu'à ce stade de la procédure aucune précision supplémentaire n'est nécessaire quant à la manière dont seront traitées les politiques relevant de l'entreprise criminelle commune dans le jugement à intervenir.

3. Ceci constitue la réponse officielle de la Chambre de première instance suite à la requête déposée par les co-procureurs dans le document n° E284/5.